



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 19-INT-280

Déposé le : 08.01.19

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).

Délai de réponse dès le renvoi au CE : trois mois.

Titre de l'interpellation

Bricolage de contrats d'emploi au DFJC : faire toute la lumière

Texte déposé

Il a été soulevé dernièrement qu'un-e collaborateur/trice du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) avait obtenu un contrat de travail de maître-sse secondaire alors qu'il/elle ne possédait pas la formation nécessaire et n'avait même jamais enseigné. Ce contrat, à l'apparence d'un bricolage, lui aurait été octroyé une fois son contrat d'auxiliaire, à durée déterminée, arrivé à son terme. L'objectif du département de l'époque était visiblement de permettre à cet-te employé-e de poursuivre son engagement au sein de l'État. Toutefois, la façon de faire pose quelques questions, notamment eu égard à la procédure d'engagement et au budget. La cheffe du DFJC a assuré dans la presse que cette pratique sera durablement proscrite.

Partant de ce cas, la présente interpellation pose les questions suivantes au Conseil d'État :

- Existent-ils encore des contrats atypiques au DFJC ?
- Si oui, combien ?
- Sous quelles conditions ces contrats ont-ils / sont-ils établis ?
- Le SPEV a-t-il validé cette manière de procéder ?
- Quelles conséquences ces contrats ont-ils sur le budget ?
- Quelle mesures a ou va entreprendre le Conseil d'État afin de mettre un terme à cette pratique, comme cela a été annoncé à la presse ?

L'interpellant remercie le Conseil d'État pour ses réponses.

Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer



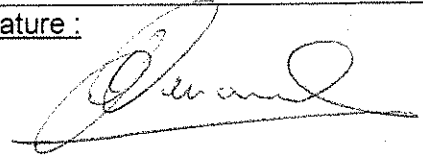
Ne souhaite pas développer



Nom et prénom de l'auteur :

Grégory Devaud, au nom du groupe PLR

Signature :



Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch